

La Municipalité de Moudon, faisant référence à l'article 162 de la Loi du 5 octobre 2021 sur l'exercice des droits politiques (LEDP) concernant le référendum communal, porte à la connaissance des électrices et électeurs que, dans sa séance du 3 février 2026, le Conseil communal a adopté les objets suivants :

- **Préavis No 97/26**, Demande d'un crédit d'étude complémentaire de CHF 250'000.- au préavis 12/22 pour le réaménagement de l'interface multimodale de la Gare.
- **Préavis No 99/26**, Demande d'un crédit de CHF 160'000.- pour l'assainissement de l'amiante dans des bâtiments scolaires de l'Ochette et du Montillier.
- **Préavis No 100/26**, Demande d'un crédit d'étude de CHF 234'000.- pour l'élaboration du plan d'affectation Gare – Préville.
- **Préavis No 101/26**, Demande d'un crédit de CHF 58'000.- pour l'installation de trois bornes électriques de recharge pour véhicules au bâtiment des services, propriété de la Commune de Moudon, parcelle 1096.

La demande de référendum doit être annoncée par écrit à la Municipalité, accompagnée d'un projet de liste de signatures, par cinq membres du corps électoral constituant le comité, dans les dix jours qui suivent l'affichage prévu à l'article 162, alinéa 1, lettres a et c, ou la publication prévue à l'article 162, alinéa 1, lettre b (LEDP).

Si la demande de référendum satisfait aux exigences, la Municipalité prend formellement acte de son dépôt, autorise la récolte des signatures, scelle la liste et informe le comité du nombre minimum de signatures requis ; le titre et le texte de la demande de référendum sont affichés au pilier public (art. 163 al. 3 LEDP). Les listes de signatures doivent être déposées au greffe municipal dans les trente jours qui suivent l'affichage prévu à l'article 163, alinéa 3, signée par 15% du corps électoral de la commune. Les prolongations de délais prévues à l'article 134 alinéa 2 et 3, s'appliquent par analogie. Si le délai référendaire de 60 jours court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il est prolongé de 5 jours. Si le délai référendaire de 60 jours court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il est prolongé de 10 jours.

Par ailleurs, le Conseil communal a refusé le préavis **No 102/26**, Demande d'un crédit complémentaire de CHF 373'500.- au préavis 64/24 pour la déviation de la conduite d'eau attenante au pont des Sorbiers, le remplacement de la conduite d'eau et une réfection partielle du chemin du Devin

Moudon, le 4 février 2026 (date de l'affichage au pilier public)